



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI



**Tous ensemble, contre le système capitaliste,
pour les travailleurs, pour le socialisme !**

Les vieux dans la misère, les jeunes dans la galère, de cette société-là, on n'en veut pas !

C'est ce que scandaient en chœur des centaines de travailleurs des services publics en grève, le 8 novembre dernier devant le siège du PS.

En ce moment se développait déjà la grogne sur les réseaux sociaux en France concernant la taxe sur le diesel. Et à la veille de la grande mobilisation *citoyenne* du samedi 17 novembre, le mouvement déborde de la frontière en Wallonie.

Le mouvement des *Gilets Jaunes* était concentré initialement sur le rejet de la taxe sur le carburant, et en particulier du prix élevé du diesel à la pompe. Cela nous rappelle cette autre mobilisation avec le même grief. Le mardi 5 septembre 2000 à Liège, quelques 300 militants de la FGTB et de la CSC se réunissent devant les portes du port pétrolier de Wandre. Ils venaient de Cockerill, de la FN, de l'enseignement, du GB, et ils étaient accompagnés de chômeurs et de pensionnés. Le 8 septembre, des militants bloquent l'usine pétrochimique de Total à Feluy.

A l'époque, la première revendication était « *le pétrole dans l'index* ».¹ 2Et de cette façon, la mobilisation était d'emblée concentrée contre toute la politique d'austérité du gouvernement libéral de Verhofstadt. Le lundi 25 septembre, il y a grève à la Poste (en front commun, contre la restructuration qui passe par la suppression de 10 000 emplois), à Belgacom (FGTB) et à la Sabena. Le 28 septembre il y a grève de la CGSP-ARL dans toute la Wallonie.

Actuellement aussi, la fronde des *Gilets Jaunes* s'est étendue rapidement au-delà de la seule question du prix du diesel, comme expression d'un ras-le-bol généralisé contre toute la politique d'austérité, en France comme chez nous. Mais il y a lieu de préciser un autre aspect. Elle reflète, à juste titre, une expression de défiance, pour ne pas dire rupture, envers les partis politiques et les organisations syndicales. Et son caractère informel, non structuré,

a vite permis aux ennemis de notre classe de s'y infiltrer. Nous devons être organisés et virer les fachos de ce mouvement. Evidemment les médias ne vont se focaliser que sur les « débordements », mais ceux-ci sont l'expression d'une colère légitime face à la violence qu'inflige tous les jours le système capitaliste.

La défiance envers *le politique*, et en particulier envers les directions syndicales, ne date pas d'aujourd'hui. Le 5 septembre 2000, la FGTB et la CSC annonçaient une manifestation pour un mois plus tard, et le principal souci de Michel Nollet (FGTB) était d'éviter le « désordre social » : « *Il est temps que le patronat descende de son balcon, sinon, je ne donne pas cher du désordre social qui pourrait poindre dans les semaines à venir.* » Quant à réintroduire le pétrole dans l'index, pour Josly Piette (CSC), « *On ne peut mettre l'index sur la table au risque de le voir démantelé par les patrons, le gouvernement, l'Europe.* »² Ce sera un grand calicot des travailleurs de Feluy qui mettra finalement la manif du 3 octobre au Cinquantenaire sous la bannière *Le pétrole dans l'index*. Actuellement, cette défiance envers la bureaucratie syndicale est montée d'un cran.

Le système dont on ne veut pas, c'est un système magistralement décrit il y a 170 ans par deux jeunes révolutionnaires, le capitalisme, où une infime minorité décide à son gré des moyens pour produire la richesse et accapare le gros de celle-ci, tels qu'un patron de bpost qui en accapare 94 000 euros par mois ou des actionnaires qui disposent d'un patrimoine se chiffrant en milliards d'euros, alors que l'immense majorité n'as d'autre possibilité pour survivre que d'essayer de trouver une place dans la galère pour récolter chaque mois des miettes : deux classes sociales

avec des intérêts carrément irréconciliables. Marx et Engels proposent aussi l'alternative, le socialisme, où la production n'est plus orientée selon le bénéfice de cette minorité, mais vers le bien-être de l'ensemble des humains.

Et pour arriver au socialisme, notre classe doit d'abord avoir en main les rennes de la machine de l'Etat, à travers de ses organisations. Actuellement, l'Etat est au service exclusif de la classe dominante qui nous exploite. Les *Gilets Jaunes* reflètent un premier pas essentiel contre ce dont « on ne veut pas », mais il faut avancer vers ce dont on a vraiment besoin. Une initiative récente nous montre le chemin. Le 20 novembre dernier, le personnel de Mecamold à Herstal a décidé une grève contre une restructuration qui laisserait 42 camarades sur le carreau, et le 22, un groupe de *Gilets Jaunes* s'est rendu au piquet. En France la convergence des luttes a également déjà bien commencée.

La seule perspective réside dans l'organisation de notre classe sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, dans nos écoles. Robert Vertenueil (FGTB) se limite à renvoyer à une journée d'action nationale pour le vendredi 14 décembre, et loin de consulter les travailleurs et de la préparer, il précise qu'il « *ne dira rien* » jusqu'au jour venu,³ alors que chez les *Gilets Jaunes*, la communication à la base est dans leur ADN. Une tâche essentielle est donc de lutter pour l'organisation démocratique de notre classe, avec les *Gilets Jaunes*, de reconquérir le contrôle des syndicats par la base, contre la bureaucratie syndicale. **Cela commence par organiser ensemble une vraie grève générale et la paralysie du pays contre le gouvernement Michel, tous ensembles !**

¹ Que les produits pétroliers fassent de nouveau parti du calcul de l'indexation automatique des salaires, dont ils avaient été supprimés en 1993.

² *Le Soir*, 6.9.2000

³ RTBF *La Première*, 29.11.2018



bpost

Leçons d'une grève préventive

La grève des travailleurs de bpost, débutée le mardi 6 novembre dernier, a paralysé complètement le service. L'entreprise, aussi vieille que la Belgique et censée rendre un « service public », a été progressivement préparée pour être « ouverte à la concurrence » selon le diktat de l'Union européenne. C'est dans ce sens qu'elle est devenue bpost en 2010, et son CEO actuel, Koen Van Gerven, avec un revenu mensuel de 94 000 € en 2017, se permet de dire que « *les facteurs doivent sortir de leur zone de confort* », des facteurs qui ne gagnent même pas 1 500 € par mois.

Cela a été dénoncé à juste titre au parlement par Raoul Hedebouw, mais ce sont ces mêmes parlementaires qui ont détricoté le statut de ce service public au long des années, pour en faire une entreprise dont le but est d'être « compétitive », c'est-à-dire une machine de guerre pour faire du bénéfice afin de pouvoir rémunérer Van Gerven et les actionnaires sur le dos de travailleurs, dans des conditions de travail proches de l'esclavage. La mise en service d'un nouveau centre de tri en 2017 a doublé la capacité de l'entreprise ; en 2017, 190 000 paquets ont été traités par jour en moyenne, une augmentation de 28 % par rapport à 2016. Mais l'emploi, calculé en équivalent temps pleins (ETP), n'a augmenté que de 6,8 % entre 2016 et 2017, et d'autre part, le nombre de salariés a augmenté de 26 %, ce qui veut dire qu'une grande quantité de travailleurs avec CDI ont été remplacés par des intérimaires avec des contrats bidon.¹ Et en ce sens, l'entreprise se prépare pour sous-traiter des services tels que le nettoyage interne et la restauration, où le travail sera réalisé par des travailleurs encore plus exploités, souvent des migrants sans papiers.

Cette transformation de bpost n'aurait pas pu se mettre en œuvre sans la complicité des directions syndicales, acceptant d'emblée la « modernisation » de l'entreprise. Les travailleurs de bpost n'ont jamais cessé de lutter contre les conséquences de la privatisation du

service public. Des arrêts de travail spontanés ont eu lieu récemment, comme à Liège, début 2018, et au centre d'Andlerlecht en octobre. Et les directions des trois syndicats se sont alors mises d'accord pour convoquer à cinq jours de grève tournante, de manière complètement bureaucratique et sans aucune consultation avec les travailleurs, afin de maintenir le mouvement sous contrôle.



Une grève bureaucratique prolongée grâce à la combativité des travailleurs à la base.

Le mouvement leur a toutefois un peu échappé, car la grève, en plus d'avoir été suivie massivement, a continué après les « cinq jours » par des travailleurs qui n'avaient pas voix au chapitre des négociations, malgré le fait que sa « fin » fut décrétée officiellement.

Nous reproduisons ci-dessous un entretien avec un militant aux piquets, qui nous éclaire non seulement concrètement sur les conditions de travail, mais aussi sur cette ténacité de la base pour résister aux manœuvres bureaucratiques des syndicats.

Le lundi 12 novembre, un préaccord a été proposé aux directions syndicales, et les Bleus l'ont signé sans plus, annonçant carrément être « responsables » et donner « *toujours la priorité au dialogue* ».² Les Rouges l'ont signé avec la réserve qu'ils considéraient les négociations insuffisantes, et les Verts l'ont rejeté parce qu'ils se rendaient bien compte que les travailleurs n'étaient pas disposés à mettre fin au mouvement. La CSC a toutefois « conseillé » aux travailleurs

de lever le piquet de grève, invoquant les menaces d'astreintes avec intervention d'huissiers. Le lendemain, la CSC, « ayant consulté ses instances », annonce toutefois qu'elle maintient les piquets, mais ce seront dorénavant des piquets non bloquants. C'est une façon d'affaiblir le mouvement et de diviser les travailleurs. Un piquet bloquant au centre de tri met automatiquement le secteur transport à l'arrêt. C'était l'idée de la grève « tournante ».

Une victoire ? Oui !

L'accord final a tout de même donné quelques gains aux travailleurs, grâce à leur ténacité pour tenir le coup, y compris contre les manœuvres de la bureaucratie syndicale qui cédait aux pressions de la direction. Cet accord prévoit une augmentation salariale de 1 %, une augmentation de deux jours des congés et le maintien de la prime de fin d'année pour 2019 pour les travailleurs ayant 2 ans d'ancienneté. Cette ancienneté est également la condition pour bénéficier d'un 13e mois.

De très maigres concessions, mais qui prouvent deux choses : qu'il est possible de forcer bpost à négocier ; et que sans la combativité des travailleurs - qui ne se sont pas arrêtés au premier préaccord et ont repris le contrôle sur la grève en dépassant les ordres de la bureaucratie - la grève aurait été une défaite complète.

Toutefois, il y a surtout une autre victoire, non relayée dans les médias, mais très appréciée par les travailleurs : leur organisation.

Le PTB, après avoir dénoncé à juste titre les bas salaires et les conditions de travail atroces, a fait l'éloge d'une « grève tournante particulièrement bien pensée ». Effectivement, se mettre en grève service après service permet de tenir plus longtemps en maintenant la paralysie. Mais cela fonctionne pour autant que les travailleurs prennent part activement aux décisions. Et de cette absence de démocratie ouvrière dans

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

- Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, à nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Elan 73 - Bruxelles

les syndicats, le parti de Hedeboww ne dit pas un mot.

Dans cette grève, les travailleurs de bpost ont compris un peu mieux le rôle négatif de la bureaucratie dans les syndicats, et ont avancé dans leur propre organisation sur le lieu de travail. Ils savent maintenant que c'est grâce à cela, et au fait d'avoir maintenu la grève pendant une semaine supplémentaire, qu'ils ont obtenu un résultat. C'est une victoire importante, qui servira pour les luttes à venir.

Dénoncer la bureaucratie, développer la démocratie ouvrière et construire la prochaine grève à partir de la base

Pas besoin d'informer les travailleurs à propos de leurs conditions de travail, et si une comparaison de leur salaire avec celui du patron est utile, la discussion la plus importante est précisément celle concernant la façon d'organiser le combat. La compréhension du rôle de l'Etat et du parlement dans les luttes est parfois confuse, mais un point saute aux yeux : l'expérience concernant les

décisions prises d'en haut, depuis le « *Tenez-vous prêts. suivez les ordres du front commun syndical* » du premier tract jusqu'aux discussions enfermées dans les bureaux des derniers jours, ont soulevé le thème de la démocratie ouvrière, une discussion à approfondir.

Pour cela, il faut que les travailleurs et les délégués combatifs organisent des assemblées sur chaque lieu de travail, pour discuter du bilan de la grève et pour voter un plan d'action, afin que les travailleurs de bpost puissent réellement prendre leur lutte en main.

¹ Chiffres du Rapport annuel 2017 de bpost.

² Tract du SLFP Poste

Un camarade aux piquets a bien voulu répondre à nos questions...

Quelles sont les conditions qui ont mené à la grève ?

Il faut d'abord expliquer au grand public la situation. Je travaille dans un centre de tri. J'ai commencé comme intérimaire, avec une prolongation de contrat chaque semaine. Puis bpost a commencé à proposer des contrats à durée indéterminée pour certains, et ils ont dit en même temps qu'il y aurait moins de travail. Moi, je vois le contraire, le volume de travail reste le même. Dans le secteur des colis, il y a en moyenne toujours des milliers de paquets à trier par jour. Et de plus en plus. Il y a donc une surcharge de travail et moins de personnel. Il y a un mécontentement qui commence à se manifester parmi les gens, que ce soit chez ceux qui font le transport ou le tri. La situation commence à devenir plus compliquée, car le travail est physiquement dur. Il y a parfois des paquets de plus de 20 kilos ! C'est vraiment dur. J'ai vu des gens tomber malades, avec des problèmes de dos, de poignet.

Il y a eu deux ou trois fois des arrêts de travail la nuit, pour dénoncer la situation. Mais quand il y a un arrêt comme ça, la bureaucratie syndicale (surtout les Verts) vient rapidement pour maintenir la situation sous contrôle et le travail reprend. Cette situation perdure et il n'y a pas de solution en vue, pas d'engagements supplémentaires. Pour le Front commun syndical, il fallait contrôler un peu la situation, car il y avait des grèves

spontanées partout en Belgique, comme à Bruxelles, à Anderlecht, où les gens sont très combatifs. Le Front décide alors un arrêt pour dénoncer la situation. Donc, la direction syndicale s'est dit que c'était mieux de convoquer à une grève, afin de pouvoir contrôler et diriger le mouvement.

Quels sont les conditions de travail, la sécurité, l'environnement de travail ?

On commence par un briefing par zone. Pour la direction de bpost, ce qui est important, ce sont les chiffres. Ils ne parlent que de chiffres, « *Hier on a fait tel résultat, aujourd'hui il faut faire encore mieux* ». Mais il y a un manque de personnel, les gens sont bombardés avec les colis et il y a un bruit insupportable. Tous les jours c'est comme ça, c'est très stressant pour les travailleurs. Moi, au début, quand je rentrais à la maison, je n'arrivais pas à bien dormir, car quand je mettais ma tête sur l'oreiller, tous les bruits de la journée me revenaient. C'est fatigant et stressant. Ni la direction de bpost, ni la direction des syndicats ne parlent de cette situation. C'est un environnement insupportable et ils ne veulent rien faire pour changer cela.

Parlons maintenant de la grève.

Début novembre, si je me rappelle bien, nous avons eu la surprise de découvrir des tracts du Front commun syndical qui disaient qu'ils allaient

convoquer à une grève chez bpost. Le tract disait : « *Tenez-vous prêts ! Suivez les mots d'ordre du Front commun syndical*. » Pour moi, cela montre que, pour eux, les travailleurs sont des moutons qui doivent suivre leur berger. (Rires.) C'est comme ça. Pas d'assemblée. La direction syndicale devrait parler avec les travailleurs pour décider quel plan d'action faire. Rien du tout. Juste un tract, c'est un fait accompli. C'est un ordre : on doit faire comme ils ont dit. Nous devons être prêts, au cas où il y a des actions de grève.

La deuxième semaine, il y a eu un autre tract, avec un calendrier de 5 jours de grèves tournantes : centre de tri, puis transports, distribution, call-centers,...

Le mardi 6 novembre était le premier jour de grève, qui devait commencer la veille, à 22 h. Chez nous, il n'y a eu aucun travail du syndicat pour préparer celle-ci, pas d'assemblée, rien. Mais pour une grève, il faut bien organiser les choses. De manière spontanée et volontaire, j'ai donc commencé à discuter avec les gens sur la nécessité de faire un arrêt symbolique. Nous n'avions encore jamais fait une grève. Tout le monde était bien au courant de la situation dramatique au boulot. Certains collègues avaient des doutes, car ils n'avaient jamais fait



grève. Il n'y a pas de confiance envers les syndicats, car ceux-ci n'ont pas fait leur travail. Alors j'ai essayé de parler avec les gens. Il y a beaucoup d'arguments. Notre patron gagne plus d'un million par an et nous n'avons qu'un salaire mensuel de 1200-1300. Alors nous devons faire la grève. De plus, il y a la surcharge de travail. On n'arrivera pas à la pension ; les conditions sont trop dures. On ne peut pas rester plus de 3 ans. Certains disent « *Ah, on peut rester 5 ans ici* », mais je ne le pense pas. Moi, j'ai déjà commencé à avoir des problèmes de dos. Alors, travailler ainsi jusqu'à 65 ou 67 ans, ce n'est pas possible. On rentre tard du travail, ou on travaille la nuit, et on n'a donc pas de vie de famille, pas de vie sociale. On doit juste travailler pour bpost.

Nous sommes sortis avec un groupe de quelques dizaines avec un délégué, et j'ai dit : on va discuter entre nous, il y aura une assemblée à la porte de l'entreprise pour organiser la grève et pour nous organiser entre nous. Bref, pour voir quelles sont nos revendications. Mais le délégué nous ramène vers le piquet du Front commun syndical, les Rouges, les Verts et les Bleus avec leur tente, comme si on allait faire une petite fête. Pas de discours qui explique pourquoi on est là. Rien !

Ce piquet y est resté du mardi 6 jusqu'au vendredi 9. Ils n'ont même pas garanti le piquet jusqu'au mardi 13. Vendredi à 6 h ils ont suspendu le piquet. Je ne sais pas pourquoi. Car le calendrier de leur plan d'action prévoyait pourtant la grève. Et ils ont laissé les travailleurs à leur sort : « *Vous faites la grève si vous voulez, vous êtes couverts*. » C'est une méthode de la direction syndicale, car ce vendredi 9, il y a eu une réunion entre le Front commun et bpost. Et je pense qu'ils ont levé le piquet pour donner un bon signal à la direction de bpost. Nous avons discuté entre nous. Il y avait beaucoup de travail suite à la grève, et on a décidé de continuer la grève. Mais il n'y avait pas de piquet.

Ensuite, le lundi matin, on a appris par les médias qu'il y avait un préaccord. Les délégués ont été appelés, et le soir, ils nous ont dit de suspendre la grève. Mais aucune communication

avec les travailleurs sur le contenu du préaccord. L'information est toutefois arrivée d'une manière ou d'une autre, et comme il n'y avait rien de positif, rien qui change notre situation, les travailleurs ont continué le mouvement d'une manière spontanée, sans la bureaucratie syndicale. A Charleroi, à Anderlecht, partout en Belgique. Et la direction des Verts, pour ne pas rester seule et isolée des travailleurs, a dit : « *Nous aussi, on n'est pas d'accord* », et ils ont commencé à monter des piquets. Mais les Rouges et les Bleus ont dit qu'ils « *choisissent le dialogue avec la direction de bpost, car ils nous ont donné des choses positives*. » Toutefois, dans la réalité, n'y a rien de positif. En plus, la direction de bpost a imposé de nouvelles conditions, comme la flexibilité renforcée. Quand il y a plus de travail dans le secteur des lettres, les travailleurs des paquets passent aux lettres, et vice-versa. Ça, c'est nouveau. Donc : qu'est-ce qu'il y a de positif dans cet accord ?

Il y a encore eu un arrêt de travail, soutenu uniquement par la CSC, mais toujours sans assemblée, et avec plus de difficulté de mobiliser les gens, qui sont méfiants envers les syndicats et ne veulent pas perdre trop de salaire en faisant beaucoup de jours de grève. Le délégué permanent CSC nous explique l'accord et dit qu'il faut continuer la grève. Mais, le soir, le délégué nous dit qu'il y a eu un coup de fil du national qu'il faut suspendre le piquet, parce que bpost avait commencé à menacer d'envoyer des huissiers. Donc, ils nous ont dit de suspendre les piquets parce qu'il n'y avait pas de forces pour les garantir. Et effectivement, je le vois, c'est vrai ! Mais pourquoi n'y a-t-il pas de forces ? Parce qu'ils n'ont pas fait leur travail ! Ils n'ont pas organisé les gens. Ils font tout d'une manière bureaucratique, par en haut, et ils ne parlent pas avec les gens.

Après une discussion, on a suspendu le piquet, et l'argument des permanents était qu'il faut laisser une chance au dialogue. Jusqu'à maintenant, il n'y a pas de réponse...

Comment organiser mieux la grève ? Comment faire pour que le mouvement soit mieux organisé ?

C'est simple. Il faut d'abord prendre contact avec les travailleurs. Sinon, avec un plan d'action sans la participation des travailleurs, on est foutus d'avance. Pour moi, la conclusion de ce plan d'action des directions bureaucratiques, c'est qu'il n'y a pas de résultats. On voit que les travailleurs veulent faire la grève, d'une manière spontanée, et jusqu'à maintenant, il y a des travailleurs qui luttent. Car ils sont mécontents des conditions de travail et ils veulent faire grève d'une manière organisée contre la direction de bpost. Mais la bureaucratie, d'une manière ou d'une autre, démoralise les gens, car ils n'organisent rien, ils laissent les gens à leur sort.

D'abord, on doit commencer avec des assemblées. On doit reprendre le contrôle de notre syndicat. On doit respecter la démocratie ouvrière. Il faut faire des assemblées dans chaque centre de bpost, où l'on discute et vote le plan d'action à faire. Mais je pense que dans aucun centre il n'y a eu ça.

Tout se passe dans le bureau des syndicats, ils discutent entre eux de ce qu'ils vont négocier. Mais les travailleurs restent éloignés de ces méthodes. Nous devons recommencer avec des méthodes de base d'un syndicat combatif : des assemblées où on discute, on s'organise. Sinon, on n'aura pas de victoire.

Veux-tu ajouter quelque chose ?

Voici, pour moi, l'élément le plus positif, le fruit de tout ce qui s'est passé, de tous ces jours de grève. Je peux dire qu'il y a un noyau solide de collègues pour les prochaines actions. C'est le plus important de tout, car il y a des collègues qui veulent changer la situation. Et dans le futur, on pourra organiser des combats et des luttes contre la direction, et aussi contre la bureaucratie. Comme ça, on va essayer que les syndicats viennent mettre les pieds dans notre lieu de travail, et non plus rester dans leurs bureaux. ■

Des élections à la rue...

Les élections sont passées et les nouveaux bourgmestres nommés, mais ce n'est pas le calme plat qui a suivi, dans l'attente du 26 mai 2019. Contre toute attente, ces dernières semaines, le mécontentement a gagné la rue. Et l'odieuse politique xénophobe installée dans le gouvernement a ébranlé un peu la « stabilité » tant espérée des patrons.

Les élections communales ont montré - de manière déformée, comme dans toutes les élections dans notre « démocratie » - un certain rejet de la politique du gouvernement fédéral et la volonté de changement dans une partie importante de la population. En effet, le PS reste le premier parti en Wallonie, malgré tous les scandales de corruption, et il contrôle des villes et des communes très importantes, avec de bons scores à Bruxelles. Ecolo cartonne dans quatre communes à Bruxelles et fait partie, avec Groen, de plusieurs majorités au Sud comme au Nord du pays. Et le PTB triple le nombre d'élus dans le pays par rapport à 2012 et peut maintenant s'asseoir à la table des négociations pour constituer des majorités. A cela s'ajoutent les bons résultats de *listes citoyennes* et autres *listes indépendantes* dans certaines communes.

Toutefois, le Vlaams Belang revient sur les devants de la scène dans de nombreuses communes en Flandre. Il se maintient à Anvers, alors que le N-VA y perd des voix. De Wever reste bien le maître du jeu dans son fief, mais la percée tant espérée de son parti à Bruxelles n'a pas eu lieu. La distribution du pouvoir reste stable, bel et bien entre les mains des partis du patronat. Malgré la confiance que les travailleurs ont donnée aux partis « de gauche » avec leur vote, ce n'est pas cela qui va changer la situation de la population. Dès le lendemain des élections, le travail en coulisse continue pour garantir les réformes exigées par le patronat, la libéralisation des services publics, la réduction des charges patronales, la réforme des pensions, etc.

Bannon ou Marrakech

C'est vrai que le Pacte migratoire de l'ONU fut l'occasion pour la N-VA de donner un coup de pied dans la fourmilière. Depuis quelques années, l'impérialisme est confronté au défi du flux sans précédent des migrations causées par ses guerres dévastatrices, et le 19 septembre 2016, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté à l'unanimité une *Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants*. Le président de l'Assemblée, Miroslav Lajčák, affirmait alors cyniquement qu'il s'agissait de « *tirer partie des avantages de la migration et d'en atténuer les risques* ». ¹ Le 2 décembre 2017, Trump décide de retirer le soutien des Etats-Unis à cette initiative, mais finalement, le 13 juillet 2018, les autres 192 Etats, dont la Belgique par la voix de son Premier ministre, se mettent d'accord sur un "*Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières*" et se donnent rendez-vous à Marrakech le 10 et 11 décembre pour adopter le texte. Les derniers mois toutefois, l'extrême-droite s'organise dans un anti-Marrakech sous la direction de Steve Bannon, l'ancien chef de la campagne présidentielle de Trump, avec quelques petits succès : le retrait de plusieurs pays en Europe. Et Bolsonaro n'attend que son investiture pour retirer également le Brésil de l'accord de Marrakech.

Le samedi 8 décembre dernier, le Vlaams Belang, fort de son succès électoral, se permet d'accueillir dans les salons du Parlement Flamand une réunion anti-immigration de cette extrême droite internationale, avec la présence de Bannon himself et de Marine Le Pen. ² Et une *Marche contre Marrakech* est annoncée - via les réseaux sociaux, elle aussi - pour le dimanche 16 décembre,



à deux pas du Parc Maximilien. Le même samedi 8, la N-VA retire ses ministres du gouvernement, après une semaine de bisbrouille bien médiatisée avec ses anciens partenaires suédois, dorénavant stigmatisés de « gouvernement Marrakech » en vue des élections de mai 2019, où elle veut reconquérir un électorat déserté vers le Vlaams Belang.

« Le pouvoir d'achat, la sécurité, le climat »

Michel n'a pas de problème pour remplacer les ministres déserteurs. En particulier, Maggie De Block peut très bien remplacer Theo Francken en tant que Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration. Le jeudi précédent, Reynders avait déjà fait savoir que la politique migratoire, définie dans l'accord de gouvernement, « *n'est pas très différente de ce que faisait Maggie De Block dans le précédent gouvernement* ». ³ Et les anciens partenaires s'arrangent pour sauver les meubles : un gouvernement en "affaires courantes", jusqu'aux élections du 26 mai 2019, pour lesquelles chacun sera libre de se préparer à sa façon. « *Les affaires courantes ? Oh, vous savez, on en a l'habitude en Belgique, c'est presque une tradition. [...] C'est un concept sur lequel on n'a pas légiféré. On peut donc, durant cette période, faire tout ce qui est nécessaire.* » ⁴ Pas de problèmes pour que la Belgique signe à Marrakech. En d'autres temps, Reynders se vantait d'avoir « *fait voter 15 milliards d'euros de garantie pour aider la Grèce [pendant] les deux tiers de 2010 en affaires courantes* ». ⁵ Le traité de Maastricht a été signé en 1992 par Mark Eyskens et Philippe Maystadt, et le traité de Lisbonne en 2007 par Guy Verhofstadt, tous des Ministres en affaires courantes. Excusez du peu.

Le lendemain, dimanche 9, le premier Conseil des ministres en affaires courantes annonçait les priorités du gouvernement sous les beaux mots de « *pouvoir d'achat, sécurité et climat* », marquant ainsi la continuité. Le show du samedi autour de « Marrakech » avait escamoté dans les médias le fait que le même jour, un millier de *Gilets Jaunes*, désireux de récupérer un pouvoir d'achat toujours en baisse, au profit des patrons, avaient été encerclés dans un guet-apens, suivi de la capture de la moitié d'entre eux. Le mardi précédent, la Belgique avait défendue les positions élitistes de Trump à la Conférence sur le climat en Pologne, contre l'avis de 70 milles belges qui étaient descendus dans les rues de Bruxelles deux jours avant pour défendre une planète au service de toute l'humanité.

Et après avoir claqué la porte, la N-VA a déjà assuré qu'elle votera « *toutes les décisions qui ont fait l'objet d'un accord politique avant la chute du gouvernement* ». ⁶ On pourra discuter si le « gouvernement de Marrakech » est le même qu'avant, avec d'autres ministres, ou si c'est un autre. Cela fait partie de la campagne électorale pour mai 2019, et tout cela est aussi imprévisible que les tweets de Trump. Mais De Wever sait qu'il y a du pain sur la planche pour le jobs deal (dégressivité des allocations de chômage, salaires à la productivité, etc.), les pensions et d'autres dossiers, et il confirmait le lundi 10 : « *Ces bons points-là, nous voulons les approuver. Je ne veux absolument pas d'élections anticipées.* » ⁷

Dans cette lutte de classes, les travailleurs ne cessent de se défendre.

Le Front commun syndical prévoit un rassemblement devant le siège de la FEB pour le vendredi 14, à 11 h. Mais Robert Vertenueil (FGTB) craint que « *les grèves risquent d'être nombreuses dans les entreprises* ». Quant à la FEB, Pieter Timmermans est « *soulagé qu'il y ait un*

gouvernement. [...] Le 'jobs deal', l'énergie, le budget mobilité et autres sont à quelques mètres de l'arrivée, donc j'espère vraiment que le Parlement puisse encore voter ces réformes. ».

Les Gilets Jaunes sont une confirmation que les *craintes* de Vertenueil sont justifiées. La coupe est pleine. Une rage monte dans la population et principalement parmi les secteurs le plus précaires, des travailleurs qui ne peuvent plus payer le loyer, le chauffage, le médecin, ni manger correctement, alors que des parlementaires partent avec des indemnités de plusieurs milliers d'euros pour aller remplir des postes dans d'autres « représentations » bien rémunérées. Mais loin de rejoindre cette expression de rage, le dirigeant de la FGTB la voit depuis le balcon, tout au plus comme « *quelque chose de sain* », mais en son-

« *Ce n'est pas les politiciens qu'il faut changer, c'est le capitalisme qu'il faut réviser...* »

Une Gilet Jaune à Bruxelles, le 30 novembre dernier

nant l'alerte qu'il « *pourrait y avoir un problème de paix sociale* ». ⁸ Marie-Hélène Ska (CSC) « *comprend le mouvement des Gilets Jaunes mais reste prudente par rapport à ses revendications* ». ⁹ Et les deux organisations sont d'accord pour ne pas faire des manifestations en rue, le 14 décembre à Charleroi, pour « *ne pas prendre le risque d'être infiltrés par des casseurs qui nuiraient à notre cause* ». ¹⁰

Tout au long de ces quatre ans de gouvernement Michel, les travailleurs n'ont pas cessé de se mobiliser, de descendre dans la rue, de faire grève pour se défendre contre la lutte acharnée de la classe des patrons pour leur faire payer le fardeau de la crise. Les grandes luttes, dès avant la mise en place du gouvernement Michel, avec grève générale, ont été soigneusement déviées par les directions syndicales vers des manifestations plutôt symboliques. La réforme des pensions illustre bien la situation. En haut lieu, les bureaucraties syndicales ont

rapidement accepté le principe même que l'on doit travailler quelques années en plus, limitant la discussion à une *liste de métiers pénibles*. Aucun plan de lutte conséquent n'a été avancé, et après des discours enflammés, ces directions se limitaient à attendre « *un signal positif de la part du patronat* », ce qui ne signifie pas autre chose que d'assurer leur présence dans les différents organes de concertation, comme le Groupe des Dix, pour négocier avec le patronat à huis clos. Mais les travailleurs sont revenus à la charge. La grève récente de bpost a montré que les travailleurs peuvent obtenir des résultats quand ils dépassent l'immobilisme d'une bureaucratie syndicale. Et Ryanair, Deliveroo, Aviapartners ont montré que la lutte dépasse les frontières de la Belgique.

Nous devons exiger des directions syndicales de soutenir les *Gilets Jaunes*, de participer aux actions, de les défendre contre la répression du gouvernement des patrons. Et avec eux, avancer pour changer, non une équipe à la Rue de la Loi, mais le système même de l'exploitation de l'immense majorité des gens par une clique d'actionnaires et de chefs d'entreprise grassement rémunérés.

¹ RTBF, 19.12.2018 à 17h07 - ² Agence Belga, 07.12.2018 - ³ Didier Reynders, *Le Soir* 6.12.2018 - ⁴ Yves Leterme, *Le Soir* 13/01/2011 - ⁵ *Le Soir* 22/01/2011 - ⁶ Jan Jambon - *Le Soir* 10.12.2018 - ⁷ *L'Avenir*, 10.12.2018 - ⁸ RTBF, 11.12.2018 - ⁹ DH, 28.11.2018 - ¹⁰ DH 12.12.2018

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **En Lutte** est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de 20 EUR pour 10 numéros.

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs* BE83 6528 5492 2215 avec mention de votre nom et « Abonnement EL »
- Communiquez votre adresse postale à lct.cwb@gmail.com

Les défis de la classe ouvrière avec l'élection de Bolsonaro

L'élection de Jair Bolsonaro à la présidence de la République au deuxième tour des élections est sans aucun doute une victoire de l'extrême droite dans notre pays, avec toutes les conséquences que l'on peut en attendre.

Voici une analyse de la section brésilienne de la LIT-QI, au lendemain des élections.

Une grande partie des travailleurs de notre pays ont voté pour Bolsonaro, et ce n'est qu'ainsi qu'il a remporté les élections. Ces travailleurs n'ont toutefois pas voté pour lui parce qu'ils étaient d'accord avec les idées du sous-lieutenant réformé. Ils ont voté pour sanctionner le PT. Le PT est issu de notre classe, mais il s'est allié aux banquiers et aux grands patrons pour remporter les élections et pour gouverner. Il a tourné le dos aux travailleurs. Il s'est engagé à défendre les intérêts des banques et des grandes entreprises. Il s'est assimilé aux partis traditionnels de la bourgeoisie, il est devenu un de plus parmi ces partis.

Et voilà le résultat : le pays n'a pas changé, la vie des travailleurs et des pauvres est de plus en plus insupportable et le PT a sombré dans la fange de la corruption qui a toujours marqué la politique de notre pays. C'est contre cet état des choses, contre ce système représenté par le PT, le PSDB, le MDB et d'autres partis du même genre que ces travailleurs ont voté. C'est par le vide laissé par la trahison et la déception du PT que Jair Bolsonaro a réussi à se faire remarquer et à remporter le vote d'une partie des travailleurs.

Comme nous l'avons déjà dit avant le second tour, nous pensons que le PT mérite le rejet des travailleurs, pour ce qu'il a fait au pays et à notre classe. Cependant, nous pensons



aussi que c'était une erreur de voter pour Bolsonaro afin de sanctionner le PT. Bolsonaro n'est pas contre le système représenté par le PT, le PSDB, le MDB. Il en fait partie. Il en est, à vrai dire, la pire partie. En plus d'attaquer nos droits, comme le ferait le gouvernement de n'importe lequel de ces partis, il veut, en outre, nous priver de notre liberté d'organisation, de lutte et de manifestation. Il veut empêcher notre classe de lutter pour défendre nos droits. Il menace notre pays avec une dictature.

C'est pourquoi nous avons dit, également avant le second tour, que nous serions dans l'opposition contre n'importe lequel des deux gouvernements qui sortiraient des urnes le 28 octobre. Nous réaffirmons ici ce choix. Et nous réaffirmons également que notre classe doit être préparée à la lutte pour la défense de ses droits et de ses intérêts.

Nous savons qu'une partie importante de la classe ouvrière ne croit pas que Bolsonaro s'attaquera aux libertés démocratiques de notre pays. Mais regardez ce qui s'est déjà passé ces derniers jours : des secteurs du pouvoir judiciaire et de la police sont intervenus pour imposer une sorte de censure aux universités ; au Ceará, un jeune a été assassiné lors d'une parade du PT ; à Bahia, le maître de capoeira Moa do Katendé a connu le même sort à la fin du premier tour.

En ce qui concerne nos droits aujourd'hui, le jour même de l'élection, le candidat à la vice-présidence de Bolsonaro a répété haut et fort ce que promettait Paulo Guedes, le gourou financier du président élu : son engagement à réaliser la réforme de la sécurité sociale au premier semestre de 2019. Ce n'est pas de ce gouvernement que viendront des mesures pour garantir les droits des travailleurs, pas plus que des mesures visant à garantir des emplois et des salaires décents pour près de la moitié de la classe ouvrière qui en est dépourvue.

Ce n'est pas de ce gouvernement que viendront des mesures pour mettre fin à toutes les formes de discrimination, de violence et d'humiliation dont sont victimes tous les pauvres qui vivent dans la périphérie des grands centres urbains. Au contraire, l'engagement du président élu, d'assurer une augmentation des profits des banques et des grandes entreprises, ne peut être réalisé qu'avec la souffrance croissante du peuple brésilien.

Toutefois, tous les travailleurs - qu'ils soient d'accord ou non avec les opinions exprimées ici concernant ce que sera le gouvernement de Bolsonaro, et quel que soit le candidat pour lequel chacun a choisi de voter - valorisent leurs droits et souhaitent les conserver. Nous savons que les pauvres de la périphérie - quel

que soit le candidat pour lequel chacun a voté - veulent mettre fin au martyre que leur impose le système dans lequel nous vivons, le capitalisme.

Et voilà la question la plus importante que le PSTU souhaite aborder avec toutes et tous dans ce message : même ceux qui ne sont pas d'accord avec notre opinion sur ce que sera le gouvernement Bolsonaro ne peuvent donner un chèque en blanc à aucun gouvernement. Nous devons être prêts à défendre nos droits et nos intérêts menacés.

Le résultat des élections ne met pas notre classe hors de combat. Notre classe n'est pas vaincue. Elle peut faire face à toute atteinte à ses droits et elle peut vaincre, pourvu qu'elle soit unie et organisée pour le combat.

Un front uni pour unir ceux d'en bas afin de défendre nos droits

Nous voulons faire un appel à tous les travailleurs, les pauvres qui vivent dans la périphérie des grands centres urbains, les organisations syndicales, les mouvements populaires - indépendamment du candidat pour lequel chacun a voté, indépendamment de l'opinion politique ou la préférence partisane de chacun - à nous unir pour la défense des droits et des intérêts de notre classe.

Il est nécessaire d'organiser les travailleurs dans un front uni pour défendre la retraite, l'emploi et un salaire décent pour tous, la santé, le logement et l'éducation pour toute la population ; un front uni pour mettre fin à la discrimination, la violence et les humiliations imposées aux personnes vivant dans la périphérie des grands centres urbains ; un front uni pour défendre nos libertés démocratiques, pour garantir notre droit d'organisation, d'expression et de combat ; un front uni pour empêcher le gouvernement de donner le feu vert pour continuer à tuer et à attaquer les gens, comme c'est déjà le cas.

Un front uni qui rassemble la population et constitue des comités de lutte dans toutes les communautés, afin d'organiser des réunions et des assemblées sur les lieux de travail et dans les syndicats, des assemblées plénières d'entités et de militants dans chaque région et dans chaque ville.

Dans ce contexte, les centrales syndicales ont une énorme responsabilité. Elles doivent tirer les leçons de l'erreur d'avoir boycotté la grève générale de juin dernier. Elles doivent prendre les devants dans ce processus et organiser un plan d'action national unifié qui puisse unir et mettre en lutte toute la classe ouvrière et les pauvres de ce pays, si un droit quelconque de notre classe est menacé par le gouvernement actuel ou par celui qui entrera en fonction en janvier.

C'est dans la lutte et dans la rue que les travailleurs et les pauvres peuvent empêcher toute atteinte à leurs droits. De même, c'est dans la lutte et dans la rue que nous pouvons empêcher tout recul dans nos droits démocratiques.

Construire une alternative politique de notre classe

D'autre part, le PSTU estime que c'est dans cette lutte - à organiser et à mener pour défendre nos droits - que nous devons prendre des mesures concrètes pour organiser une alternative politique pour le pays, une alternative pour mettre fin à ce système en place, le capitalisme, et pour construire une société socialiste. Une société dans laquelle disparaissent l'inégalité et l'injustice, dans laquelle tout le monde a un travail et une vie décente. Une société dans laquelle toutes

les richesses sont réparties entre ceux qui travaillent et où cessent toutes les formes de discrimination, d'oppression et de violence.

Et nous devons apprendre de la trahison et des erreurs du PT. L'alternative que nous devons construire ne sera pas faite à l'image de ce parti, mais contre lui, car il fait partie du système en place. Nous avons besoin d'une organisation politique de notre classe, contre tous les patrons, une organisation qui soit un instrument de lutte pour les travailleurs et des pauvres. Ce n'est qu'alors que nous ferons la révolution dont le pays a besoin pour disposer d'un gouvernement de notre classe, des ouvriers et des pauvres, un gouvernement qui fonctionne moyennant des conseils populaires, qui modifie notre pays et la vie de notre peuple.

C'est la raison d'être de notre parti. Et c'est à ce combat que nous appelons tous les combattants du pays à s'intégrer.

Comme le dit la samba de Mangueira du prochain carnaval, nous voulons « *un pays qui n'est pas celui qui fait bonne figure* », nous voulons un Brésil sans inégalités sociales, sans préjugés ni exploitation.

« **C'est dans la lutte que l'on se voit.** »

Direction nationale du PSTU

28.10.2018



Libérez Daniel Ruiz !

Notre camarade Daniel Ruiz, dirigeant syndical pétrolier et dirigeant du PSTU-A (la section de la LIT-QI en Argentine), a été un membre très actif du Comité organisateur des grandes mobilisations contre le G-20 de fin novembre dernier. Voilà bientôt trois mois qu'il est enfermé à la prison de Marcos Paz. Le gouvernement de Macri l'accuse « d'intimidation publique et d'attentat contre l'autorité » lors de la manifestation du 19 décembre 2017 contre la réforme des pensions. Mais aucun tribunal ne l'a condamné et ces chefs d'accusation ne justifient pas la prison préventive ! Tout les recours de libération ont été rejetés par la justice. Daniel est bien un prisonnier politique, contre lequel le juge utilise d'ailleurs comme argument qu'il est membre du même parti que Sebastian Romero, notre camarade recherché par la police pour avoir participé, lui aussi, à cette grande mobilisation de l'année passée.

Une grande campagne internationale est en cours pour la libération de Daniel et de nombreuses organisations politiques et syndicales, ainsi que des personnalités, se sont prononcées en ce sens. En Belgique, une mobilisation a eu lieu le 30 octobre dernier devant l'ambassade d'Argentine pour remettre les pétitions et les messages de soutien. Parmi les signataires de l'appel, il y avait : *l'Assemblée des délégués de la CGSP-ALR Bruxelles qui s'était prononcée pour sa libération ; des travailleurs de l'usine Vache Bleue à Nivelles ; la délégation du SETCa du Centre d'Action Laïque (C.A.L.) ; la délégation de Molenbeek-Saint-Jean, de Saint-Josse et de Saint Gilles de la CGSP-ALR Bruxelles ; des travailleurs du nettoyage d'ISS à l'Université Libre de Bruxelles ; la Ligue Communiste*

Une déclaration de la Ligue Internationale des travailleurs - QI

Ces jours-ci, Buenos Aires est sous occupation militaire. Trente mille soldats protègent la réunion du G-20 des principaux dirigeants du capitalisme mondial. Les images de la presse illustrent la situation politique : ce n'est qu'avec le soutien d'une force militaire brutale que ces dirigeants peuvent se rencontrer. Ils savent qu'ils sont détestés par la plupart des travailleurs et des jeunes du monde entier.



des Travailleurs (LCT) ; le Parti Socialiste de Lutte (PSL/LSP) ; la CGSP-ALR de Bruxelles ; Comité Unité ; Organisation Socialiste Internationaliste (OSI). Cette campagne doit continuer pour maintenir la pression.

En même temps, **nous lançons une campagne financière** pour aider à couvrir les frais judiciaires et les besoins des familles de Daniel et de Sebastian, privées de revenu. **Vous pouvez y participer** en versant une contribution sur le compte de la *Ligue Communiste des Travailleurs* - BE83 6528 5492 2215 - avec la mention : *Solidarité.*

Vive la solidarité internationale des travailleurs !

Trump, le vrai et affreux visage de l'impérialisme, avait déjà dû faire face, le premier jour de son investiture, à une mobilisation gigantesque de deux millions de femmes. Partout où il va, il provoque de gigantesques contre-mobilisations. Une partie importante de la force répressive à Buenos Aires devra éviter des mobilisations d'envergure et défendre Trump.

Macron, le président français, élu il y a moins de deux ans, est répudié dans son pays par 75 % des Français suite à l'application des plans économiques. De grandes mobilisations contre l'élévation du prix élevé du carburant, décrétée par Macron, secouent actuellement le pays.

Macri, le gouvernement hôte du G-20, a déjà dû faire face à quatre grèves générales contre son gouvernement et est rejeté par 70 % des Argentins. Il a appliqué les plans dictés par l'impérialisme et il veut maintenant attaquer encore davantage les travailleurs. Il réprime les grèves et les mobilisations. Il tient actuellement en prison Daniel Ruiz, un des organisateurs de cette mobilisation contre le G20, et persécute Sébastien Romero pour avoir combattu ses plans. Cette semaine, deux combattants populaires ont été assassinés par la police.

Temer est le président en fin de mandat le plus détesté de l'histoire du Brésil. 92 % des Brésiliens ne lui font pas confiance. Il a imposé une réforme du travail brutale visant à précariser les droits des travailleurs. Il voudrait se faire accompagner à la réunion par Bolsonaro, le nouveau président élu (qui n'a le soutien que de 30 % de la population), d'extrême droite, raciste, xénophobe et machiste. Ce dernier, élu parce qu'il a capitalisé le raz-le-bol général du peuple contre le PT, appliquera un plan néolibéral encore plus dur, sous les ordres de Trump, et menace de faire retomber le pays sous une dictature.

Poutine et Xi Jinping, les représentants des bourgeoisies russes et chinoises, ont occasionnellement des frictions avec Trump, mais ils sont tout à fait d'accord avec les plans néolibéraux et avec le soutien aux dictatures assoiffées de sang.

Ces chefs d'Etat se réunissent pour mettre au point des plans néolibéraux très durs contre nos peuples et pour privatiser les entreprises d'Etat qui restent encore. L'impérialisme pille nos pays. La réunion du G20 sert à ça.

Le monde doit voir également la mobilisation contre le G20

L'attention du monde sera concentrée sur Buenos Aires ces jours-ci. Et il est important qu'apparaisse également une autre scène, celle d'une grande mobilisation contre ces chefs d'Etat. Il y aura une marche unitaire internationaliste qui regroupera des centrales syndicales, des mouvements et des partis latino-américains de gauche.

Nous devons montrer au monde que si eux, ils s'unissent, nous aussi, nous unissons dans une grande lutte contre les plans néolibéraux et les gouvernements qui les appliquent. C'est pourquoi nous invitons tout le monde à participer à la marche du 30 mars dans



le cadre de la *Coordination contre le G20.*

Nous voulons toutefois dire en même temps à tous les militants qui nous écoutent que nous combattons de manière unitaire, mais que nous voulons également débattre des différentes visions qui existent parmi ceux qui luttent contre le G20. Les travailleurs et les jeunes doivent apprendre de nos victoires, tout comme de nos défaites.

L'élection de Bolsonaro au Brésil aurait été impossible si les travailleurs n'avaient pas rompu catégoriquement avec le PT, qui appliquait les mêmes

plans néolibéraux et pratiquait la même corruption que les gouvernements bourgeois précédents. Macri n'a été élu que parce que le gouvernement de Kirchner était un désastre à cause des mêmes plans néolibéraux. Les dictatures de Maduro au Venezuela et d'Ortega au Nicaragua sont soutenues par une grande partie de la « gauche » latino-américaine, malgré l'application de ces plans néo-libéraux et la répression des travailleurs.

Nos partis révolutionnaires sont présents dans cette lutte commune, mais ils n'acceptent pas l'alternative des partis électoraux. Quand des partis comme le PT au Brésil ou le Kirchnerisme (associé à la bureaucratie syndicale) en Argentine sont dans « l'opposition », ils freinent les luttes et orientent tout vers des élections en espérant revenir aux gouvernements et faire la même chose. Seule la lutte des travailleurs eux-mêmes peut changer nos pays.

L'issue que nous proposons est la révolution et le socialisme. Seuls les travailleurs au pouvoir de l'Etat peuvent rompre avec la misère, le pillage et la domination impérialiste, conquérant ainsi la Seconde et définitive indépendance de l'Amérique

latine.

C'est la raison pour laquelle nous souhaitons également inviter tous les militants à venir discuter avec nous de la situation brésilienne, le jeudi 29 à 14 h au stand de la CSP-Conlutas du Sommet alternatif (Plaza Congreso). Et nous voulons également vous inviter à participer à la table que nous aurons pour défendre la liberté de Daniel Ruiz, dans le stand de CSP-Conlutas le jeudi 29 à 17 h.

Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale

A bas le G 20 ! A bas le FMI ! Macri, dégage ! Vive la lutte des travailleurs eux-mêmes !

Liberté pour Daniel Ruiz !

Pour la fin de la persécution contre Sebastian Romero !

NON à l'assassinat de combattants !

Pour des gouvernements des travailleurs et du peuple pauvre !



*Fin novembre a eu lieu à Buenos Aires la rencontre du « G20 », accueillie avec une immense Journée de protestation en dépit d'une répression féroce de l'hôte, Macri. Un des organisateurs de la protestation, notre camarade Daniel Ruiz, est incarcéré depuis trois mois pour ce « crime ». Nous devons continuer à nous battre pour sa libération. Voir **des nouvelles sur la campagne** en p.10, ainsi qu'une Déclaration de la LIT-QI concernant ce G-20.*

Et voici une lettre que Daniel a écrite pour l'occasion.

La classe ouvrière et les secteurs populaires ne se rendent pas si facilement !

Face à l'arrivée des pirates anglais, des Yankees impérialistes et des bandits du G20 :

Révolution ou colonie !

Les travailleurs, les pauvres, les commerçants et les jeunes n'ont rien à célébrer avec l'arrivée des exploiters et des oppresseurs du G20, du FMI et des multinationales.

Nous, les peuples pauvres du monde, devons mettre fin une fois pour toutes à ce système qui nous condamne à la faim et à la misère par la cupidité capitaliste.

Cette semaine, personne ne doit rester chez lui, nous devons nous mobiliser, participer aux actions de répudiation, au contre-sommet, au sommet du peuple. Ce n'est que de cette façon que nous exprimerons notre rejet de tant de souffrances infligées à la famille ouvrière et populaire.

Nous devons chercher des alternatives, dans le domaine social, économique et étatique, et elles ne viendront que lorsque la richesse de notre salaire profitera à la population et à son développement, dans un système socialiste. Mais les capitalistes, leurs CEO's présidents, leurs forces armées et leurs juges ne l'accepteront pas. C'est pourquoi nous devons nous unir pour aller vers une nouvelle révolution et une indépendance dans nos pays, une révolution sociale à partir de la classe ouvrière et des pauvres. Ce n'est qu'ainsi que nous mettrons fin à tant d'oppression et d'exploitation des patrons.

Contre le G20 et les assassins d'Angleterre et des Etats-Unis,

Vive l'unité ouvrière internationale !

Les Malouines sont argentines !

Liberté aux prisonniers politiques !

Daniel Ruiz, Prison de Marcos Paz
27.11.2018

**Liberté pour Daniel Ruiz
et tous les prisonniers politiques !**